



Premier trimestre 2020

États financiers et rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Produits et autres revenus		
Produits (a)	6 664	7 965
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	26	17
Total des produits et des autres revenus	6 690	7 982
Dépenses		
Exploration	1	33
Achats de pétrole brut et de produits (b) (note 13)	4 226	4 895
Production et fabrication (c)	1 579	1 595
Frais de vente et frais généraux (c)	166	213
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	451	394
Dépréciation et épuisement (note 13)	473	390
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	30	36
Financement (d) (note 7)	19	28
Total des dépenses	6 945	7 584
Bénéfice (perte) avant impôts	(255)	398
Impôts sur le bénéfice	(67)	105
Bénéfice (perte) net	(188)	293
Informations par action (en dollars canadiens)		
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base (note 11)	(0,25)	0,38
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué (note 11)	(0,25)	0,38
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	1 736	1 722
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	739	728
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	183	161
(d) Sommes remboursables aux apparentés comprises dans le financement (note 7).	24	28

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Bénéfice (perte) net	(188)	293
Autres éléments du résultat étendu (perte), après impôts sur les bénéfices		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	(114)	18
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	34	27
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	(80)	45
Résultat étendu (perte)	(268)	338

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars 2020	Au 31 déc. 2019
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 388	1 718
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a) (note 5)	1 556	2 699
Stocks de pétrole brut et de produits (note 13)	1 051	1 296
Matières, fournitures et charges payées d'avance	692	616
Total de l'actif à court terme	4 687	6 329
Investissements et créances à long terme (b) (note 5)	902	891
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	55 168	54 868
Immobilisations corporelles, montant net	(21 092)	(20 665)
Écart d'acquisition (note 13)	34 076	34 203
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	166	186
Total de l'actif	582	578
Total de l'actif	40 413	42 187
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	229	229
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	3 235	4 260
Impôts sur le bénéfice à payer	2	106
Total du passif à court terme	3 466	4 595
Dette à long terme (d) (note 8)	4 969	4 961
Autres obligations à long terme (note 9)	3 733	3 637
Passif d'impôts futurs	4 675	4 718
Total du passif	16 843	17 911
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (e) (note 11)	1 357	1 375
Bénéfices réinvestis	24 204	24 812
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)	(1 991)	(1 911)
Total des capitaux propres	23 570	24 276
Total du passif et des capitaux propres	40 413	42 187

- (a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprenaient des sommes remboursables nettes par des apparentés de 264 millions de dollars (1 007 millions de dollars en 2019).
- (b) Les investissements et créances à long terme comprenaient des sommes remboursables par des apparentés de 303 millions de dollars (296 millions de dollars en 2019).
- (c) Les billets et emprunts comprennent des sommes remboursables à des apparentés de 111 millions de dollars (111 millions de dollars en 2019).
- (d) Les dettes à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2019).
- (e) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 734 millions (respectivement 1 100 millions et 744 millions en 2019).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 6 mai 2020

/s/ Bradley W. Corson

Président du Conseil,
président et chef de la direction

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-président principal,
finances et administration, et trésorière

État consolidé des capitaux propres (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Actions ordinaires à la valeur attribuée (note 11)		
Au début de la période	1 375	1 446
Achats d'actions à la valeur attribuée	(18)	(19)
À la fin de la période	1 357	1 427
Bénéfices réinvestis		
Au début de la période	24 812	24 560
Bénéfice (perte) net de la période	(188)	293
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	(256)	(342)
Dividendes déclarés	(162)	(147)
Effet cumulatif de la modification comptable (note 5)	(2)	-
À la fin de la période	24 204	24 364
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)		
Au début de la période	(1 911)	(1 517)
Autres éléments du résultat étendu (perte)	(80)	45
À la fin de la période	(1 991)	(1 472)
Capitaux propres à la fin de la période	23 570	24 319

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net	(188)	293
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :		
Dépréciation et épuisement	453	390
Dépréciation d'actifs incorporels (note 13)	20	-
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 4)	(7)	5
Dépréciation de l'inventaire à la valeur marchande courante (note 13)	281	-
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	43	(4)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :		
Comptes débiteurs	1 143	(704)
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	(199)	19
Impôts sur le bénéfice à payer	(104)	(28)
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 028)	903
Autres postes – montant net (b)	9	129
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	423	1 003
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(310)	(431)
Produits des ventes d'actifs (note 4)	9	22
Prêts à des sociétés dont la compagnie est actionnaire – montant net	(7)	(54)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(308)	(463)
Activités de financement		
Réduction d'obligations de location-financement (note 8)	(7)	(7)
Dividendes versés	(164)	(149)
Actions ordinaires achetées (note 11)	(274)	(361)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(445)	(517)
Augmentation (diminution) de trésorerie	(330)	23
Trésorerie au début de la période	1 718	988
Trésorerie à la fin de la période (a)	1 388	1 011
(a) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus tard trois mois après la date de leur achat.		
(b) Comprendait des cotisations aux régimes enregistrés de retraite.	(59)	(41)
Impôts sur les bénéfices (payés) recouverts.	(153)	23
Intérêts (payés), après capitalisation.	(19)	(28)

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR) et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2019 sur le formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la « recherche fructueuse ».

Les résultats des trois mois clos le 31 mars 2020 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

Le 1^{er} janvier 2020, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. La norme n'a pas eu d'effet substantiel sur les états financiers de la compagnie.

3. Secteurs d'activité

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	1 652	2 240	4 796	5 474	216	251
Ventes intersectorielles	722	948	568	448	44	72
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	-	-	15	10	-	-
	2 374	3 188	5 379	5 932	260	323
Dépenses						
Exploration	1	33	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	1 650	1 586	3 769	4 582	140	193
Production et fabrication	1 108	1 156	408	381	63	58
Frais de vente et frais généraux	-	-	181	179	25	21
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	451	394	-	-
Dépréciation et épuisement (note 13)	417	334	46	46	4	4
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	3 176	3 109	4 855	5 582	232	276
Bénéfice (perte) avant impôts	(802)	79	524	350	28	47
Charge (économie) d'impôts	(194)	21	122	93	7	13
Bénéfice (perte) net	(608)	58	402	257	21	34
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	464	280	22	732	(3)	48
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	231	372	76	129	9	17
Total de l'actif au 31 mars (c) (note 13)	33 367	35 235	4 580	5 556	438	454

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	6 664	7 965
Ventes intersectorielles	-	-	(1 334)	(1 468)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	11	7	-	-	26	17
	11	7	(1 334)	(1 468)	6 690	7 982
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	1	33
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	-	-	(1 333)	(1 466)	4 226	4 895
Production et fabrication	-	-	-	-	1 579	1 595
Frais de vente et frais généraux	(39)	15	(1)	(2)	166	213
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	451	394
Dépréciation et épuisement (note 13)	6	6	-	-	473	390
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	30	36	-	-	30	36
Financement (note 7)	19	28	-	-	19	28
Total des dépenses	16	85	(1 334)	(1 468)	6 94	7 584
Bénéfice (perte) avant impôts	(5)	(78)	-	-	(255)	398
Charge (économie) d'impôts	(2)	(22)	-	-	(67)	105
Bénéfice (perte) net	(3)	(56)	-	-	(188)	293
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(43)	(57)	(17)	-	423	1 003
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	15	11	-	-	331	529
Total de l'actif au 31 mars (c) (note 13)	2 242	1 697	(214)	(445)	40 413	42 497

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 1 373 millions de dollars (1 664 millions de dollars en 2019). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-financement, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.
- (c) En 2019, la compagnie a retiré 570 millions de dollars de l'actif total et du passif correspondant du secteur Aval liés à la révocation par le gouvernement de l'Ontario de sa loi sur le plafonnement et l'échange.

4. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Produits de la vente d'actifs	9	22
Valeur comptable de la vente d'actifs	2	27
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts	7	(5)
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts	6	(4)

5. Provision pour pertes de crédit courantes attendues

Le 1^{er} janvier 2020, la compagnie a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, ainsi que des événements antérieurs, de la conjoncture et de prévisions raisonnables et justifiables. La norme exige l'utilisation de cette méthodologie relative aux pertes attendues pour les créances clients, certains autres actifs financiers et les risques de crédit hors bilan. L'ajustement au titre de l'effet cumulatif lié à l'adoption de cette norme a réduit de 2 millions de dollars les « bénéfices réinvestis » dans les capitaux propres.

La compagnie est exposée à des pertes de crédit principalement en raison de la vente de produits pétroliers, de pétrole brut, de liquides de gaz naturel et de gaz naturel, ainsi que des prêts aux sociétés dont elle est actionnaire et des créances de coentreprises. La capacité de paiement d'une contrepartie est évaluée au moyen d'un processus d'analyse du crédit qui tient compte des modalités de paiement, de la cote de crédit établie de la contrepartie ou de l'évaluation, par la compagnie, de la solvabilité de ladite contrepartie, des modalités du contrat et d'autres risques. L'entreprise peut exiger un paiement anticipé ou une garantie pour atténuer certains risques de crédit.

La compagnie regroupe les actifs financiers dans des portefeuilles aux caractéristiques de risque similaires afin de déterminer la provision pour pertes de crédit. À chaque période de déclaration, la compagnie vérifie s'il s'est produit un changement important dans les pertes ou le risque de crédit. Parmi les facteurs quantitatifs et qualitatifs pris en compte, il y a les données financières historiques, la situation actuelle, les risques sectoriel et national, les cotes de crédit actuelles et la qualité des garanties de tiers obtenues de la contrepartie. Les actifs financiers sont radiés en totalité ou en partie quand les efforts concrets de recouvrement sont épuisés et qu'il n'y a plus d'attente raisonnable de recouvrement. Les recouvrements subséquents de sommes antérieurement radiées sont comptabilisés dans le bénéfice. La compagnie gère les portefeuilles de créances en utilisant les soldes en souffrance comme indicateur clé de la qualité du crédit.

La compagnie comptabilise une provision pour pertes de crédit pour les risques de crédit hors bilan comme un passif dans le bilan, distinct de la provision pour pertes de crédit liées aux actifs financiers comptabilisés. Ces risques peuvent comprendre des prêts non consolidés aux sociétés dont elle est actionnaire et des garanties financières que la compagnie ne peut annuler unilatéralement.

Au cours du premier trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée dans la plupart des régions du monde, causant de l'incertitude économique, de la volatilité dans les marchés financiers mondiaux et des effets négatifs sur les marchés du crédit. Dans son estimation des pertes de crédit, la compagnie a tenu compte de ces effets, ainsi que des soldes de créances clients considérablement inférieurs à la fin du trimestre, et a conclu qu'aucun ajustement important aux provisions pour créances n'était nécessaire au cours du trimestre. Au 31 mars 2020, l'évaluation des actifs financiers effectuée par la compagnie selon la norme *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée, comprenait 1 158 millions de dollars de comptes débiteurs, déduction faite des provisions de 3 millions de dollars, des investissements et des créances à long terme de 319 millions de dollars, et du risque de crédit hors bilan de 29 millions de dollars. La compagnie a déterminé qu'à l'heure actuelle, aucune provision pour pertes de crédit n'est requise pour les investissements et les créances à long terme, ainsi que pour les risques de crédit hors bilan.

6. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Avantages de retraite :		
Coût des services actuels	76	57
Intérêts débiteurs	77	81
Rendement prévu de l'actif des régimes	(98)	(87)
Amortissement du coût des services passés	4	-
Amortissement des pertes (gains) actuariels	38	37
Coût net des prestations constituées de l'exercice	97	88
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Coût des services actuels	6	4
Intérêts débiteurs	6	5
Amortissement des pertes (gains) actuariels	3	-
Coût net des prestations constituées de l'exercice	15	9

7. Coûts de financement

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Intérêts sur la dette	34	39
Intérêts capitalisés	(15)	(11)
Intérêts débiteurs – montant net	19	28
Autres intérêts	-	-
Financement total	19	28

8. Dette à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars	Au 31 déc.
	2020	2019
Dette à long terme	4 447	4 447
Contrats de location-financement	522	514
Total de la dette à long terme	4 969	4 961

9. Autres obligations à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars	Au 31 déc.
	2020	2019
Avantages de retraite (a)	1 963	1 822
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 382	1 388
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	39	65
Passif au titre des contrats de location-exploitation (c)	122	143
Autres obligations	227	219
Total des autres obligations à long terme	3 733	3 637

- (a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprennent aussi 58 millions de dollars à titre de passif à court terme (58 millions de dollars en 2019).
- (b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 124 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (124 millions de dollars en 2019).
- (c) Le passif au titre des contrats de location-exploitation comprenait aussi 120 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (115 millions de dollars en 2019). En plus du passif au titre des contrats de location-exploitation, les engagements locatifs non actualisés pour des contrats de location n'ayant pas encore débuté totalisaient 29 millions de dollars (6 millions de dollars en 2019).

10. Instruments financiers et produits dérivés

Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la compagnie est déterminée en fonction de diverses données du marché et d'autres techniques d'évaluation pertinentes. Il n'y a pas de différence importante entre la juste valeur des instruments financiers de la compagnie et la valeur comptable inscrite aux livres. Au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019, la juste valeur de la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations de location-financement) était principalement une mesure de niveau 2.

Produits dérivés

La taille de l'entreprise, sa solide situation financière et la nature complémentaire des secteurs Amont, Aval et Produits chimiques réduisent pour la compagnie dans son ensemble les risques liés aux fluctuations des prix des marchandises et de taux de change. En outre, la compagnie utilise des contrats sur marchandises, y compris des produits dérivés, pour gérer le risque lié au cours des matières premières. La compagnie ne désigne pas les produits dérivés comme couverture aux fins de la comptabilité de couverture.

Le risque de crédit associé à la position sur instrument dérivé de la compagnie est atténué par plusieurs facteurs, notamment l'utilisation de bourses de compensation de produits dérivés, la qualité des contreparties et les limites financières imposées aux contreparties de produits dérivés. La compagnie maintient un système de contrôle comprenant l'autorisation, la déclaration et la surveillance des opérations sur des produits dérivés.

Les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 46 millions de dollars, des passifs bruts de 12 millions de dollars et une garantie à recevoir de 28 millions de dollars. Au 31 décembre 2019, les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 0 million de dollars, des passifs bruts de 2 millions de dollars et une garantie à recevoir de 6 millions de dollars.

Au 31 mars 2020, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de (450 000) barils pour le pétrole brut et de (60 000 barils) pour les produits. Au 31 décembre 2019, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de (590 000) barils pour le pétrole brut et de 0 baril pour les produits.

Le gain ou la perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur les produits dérivés constaté(e) à l'état consolidé des résultats est inclus(e) dans les postes suivants, avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Revenus	1	(2)
Achats de pétrole brut et de produits	34	(6)
Total	35	(8)

11. Actions ordinaires

	En date du 31 mars 2020	En date du 31 déc. 2019
milliers d'actions		
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	734 077	743 902

Le programme actuel d'offre de rachat ordinaire d'une durée de 12 mois a pris effet le 27 juin 2019 au titre duquel l'Impériale poursuivra son programme de rachat d'actions actuel. Ce programme permet à l'entreprise de racheter un maximum de 38 211 086 actions ordinaires (soit 5 % du nombre total d'actions en circulation le 13 juin 2019), comprenant les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société Exxon Mobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital.

Le 1^{er} avril 2020, l'Impériale a suspendu son programme de rachat d'actions. L'entreprise a acheté 28 697 514 actions ordinaires sur 38 211 086 actions ordinaires admissibles dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui expirera le 26 juin 2020, y compris des actions achetées auprès d'Exxon Mobil Corporation. Les plans de rachat peuvent être modifiés à tout moment sans préavis.

L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2018	782 565	1 446
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1	-
Achats à la valeur attribuée	(38 664)	(71)
Solde au 31 décembre 2019	743 902	1 375
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(9 825)	(18)
Solde au 31 mars 2020	734 077	1 357

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution et les dividendes déclarés par la compagnie sur ses actions ordinaires en circulation :

	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	(188)	293
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	738,9	777,5
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	(0,25)	0,38
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	(188)	293
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	738,9	777,5
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions)	2,0	2,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	740,9	779,8
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	(0,25)	0,38
Dividendes par action ordinaire – déclarés (dollars)	0,22	0,19

12. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2020	2019
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 911)	(1 517)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés		
provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	(114)	18
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	34	27
Solde au 31 mars	(1 991)	(1 472)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu – produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite		
inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(45)	(37)

(a) Le cumul de ces autres éléments du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 6).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2020	2019
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	(37)	7
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite		
inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	11	10
Total	(26)	17

13. Informations financières diverses

Les stocks de pétrole brut et de produits sont comptabilisés au coût ou à la valeur marchande courante, si celle-ci est inférieure, selon la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS). Au cours du premier trimestre de 2020, une charge hors trésorerie de 281 millions de dollars après impôts (229 millions de dollars dans le secteur Amont et 52 millions dans le secteur Aval) a été enregistrée en lien avec la valeur comptable des stocks de pétrole brut dépassant la valeur marchande actuelle. L'ajustement sera réévalué à la fin de chaque trimestre en 2020. L'incidence sur le bénéfice peut être ajustée à la hausse ou à la baisse en fonction des prix courants du marché au moment des futures évaluations. À la fin de l'exercice, l'ajustement est considéré comme permanent et est intégré à la valeur comptable des stocks.

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019 de l'Impériale, l'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an ou plus souvent si des faits ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié. À la lumière des récents changements de la conjoncture économique et de la réduction de la capitalisation boursière de la compagnie au cours du premier trimestre de 2020, la compagnie a évalué la dépréciation de ses soldes d'écart d'acquisition et comptabilisé une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition hors trésorerie de 20 millions de dollars dans le secteur Amont. La dépréciation de l'écart d'acquisition est constatée à la ligne « Amortissement et épuisement » de l'état des résultats consolidé et à la ligne « Écart d'acquisition » du bilan consolidé. Le solde de l'écart d'acquisition restant est associé au secteur Aval.

Rapport de gestion

Conjoncture économique

Au cours du premier trimestre de 2020, deux effets perturbateurs importants ont touché l'équilibre de l'offre et de la demande de produits pétroliers et pétrochimiques. En ce qui concerne la demande, la pandémie de COVID-19 s'étant propagée rapidement au Canada comme dans le reste du monde, les activités commerciales et de consommation ont fortement diminué, et la demande locale et mondiale de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers a chuté. Cette baisse de la demande a coïncidé avec l'annonce d'une augmentation de la production dans certains des principaux pays producteurs de pétrole, ce qui a fait fléchir les prix du brut, du gaz naturel et des produits pétroliers. Dans ce contexte d'incertitude économique, les marchés financiers du monde entier ont connu une volatilité et des perturbations importantes, qui ont parfois eu une incidence négative sur l'efficacité des marchés du crédit et sur les réserves de liquidités.

En réaction à cette situation, la compagnie a annoncé des réductions importantes de ses dépenses en immobilisations et de ses charges d'exploitation prévues en 2020. Par conséquent, l'on s'attend à des dépenses en immobilisations et à des frais d'exploration totalisant entre 1,1 milliard de dollars et 1,2 milliard de dollars en 2020, alors qu'on avait précédemment annoncé de 1,6 milliard à 1,7 milliard de dollars. De plus, l'Impériale a repéré des occasions de réduire ses charges d'exploitation en 2020 de 500 millions de dollars par rapport à 2019.

À la fin de mars 2020, le solde de trésorerie de la compagnie s'élevait à 1,4 milliard de dollars. La solidité financière de l'Impériale constitue un avantage concurrentiel stratégiquement important. Bien que les fonds générés à l'interne couvrent la majorité de ses besoins financiers, l'Impériale peut prolonger son programme de papier commercial, accéder aux marchés financiers pour émettre des titres d'emprunt à long terme ou puiser dans ses lignes de crédit inutilisées pour renforcer ses liquidités.

À court terme, l'on s'attend à ce que l'impact de la COVID-19 et l'évolution de l'offre et de la demande dans la conjoncture aient des répercussions négatives sur les résultats financiers et d'exploitation de l'Impériale. Si la conjoncture du secteur à l'approche de la clôture du premier trimestre persiste pendant une longue période, la compagnie s'attend à des prix réalisés inférieurs pour ses produits, ce qui se traduira par une baisse du bénéfice et des flux de trésorerie provenant de l'exploitation par rapport aux périodes précédentes. En réaction à la conjoncture économique, la compagnie prévoit d'exploiter certains actifs à des taux réduits au deuxième trimestre de 2020. La compagnie a devancé le début de la révision planifiée à Kearl et prolongé sa durée dans le but de réduire les effectifs sur place et de mieux arrimer la production à court terme à la demande. Ainsi, la révision débutera au début de mai et se poursuivra jusqu'à la fin de juin et devrait réduire la production brute totale à Kearl à environ 150 000 barils par jour en moyenne au deuxième trimestre de 2020. Concernant Syncrude, les activités de révision de la cokéfaction, précédemment reportées au troisième trimestre, débiteront au deuxième trimestre. Par conséquent, on prévoit une diminution de la production de Syncrude, qui passera à une moyenne de 45 000 à 50 000 barils par jour (la part de l'Impériale) au deuxième trimestre de 2020. De plus, la compagnie continue d'évaluer le calendrier et la portée des autres activités de révision planifiée dans l'ensemble de la compagnie. Ces activités seront gérées de manière à assurer la santé et la sécurité du personnel sur le site. Les taux d'utilisation de la capacité de raffinage et les ventes de produits pétroliers ont été réduits à la fin du premier trimestre de 2020, en raison de la baisse importante de la demande de produits pétroliers au Canada, et l'on s'attend à ce qu'ils demeurent plus bas au deuxième trimestre de 2020 qu'aux périodes précédentes. Cependant, il y a beaucoup d'incertitude quant à la durée et la sévérité de la baisse de la demande qu'entraînent la COVID-19 et le contexte commercial actuel, et les futures tendances de l'offre et de la demande sont intrinsèquement difficiles à prévoir.

Bien que le point de vue de la compagnie sur les fondements de l'offre et de la demande à long terme n'ait pas considérablement changé, la possibilité de futures réductions dans son intervalle de prix à long terme pourrait faire peser un risque de dépréciation sur une partie de ses actifs à long terme. Cependant, comme les prix des matières premières, ainsi que la relation entre les prix et les coûts dans le secteur pétrolier, sont intrinsèquement difficiles à prévoir, il n'est pas possible d'évaluer raisonnablement la possibilité ou l'intervalle des futures pertes de valeur comptabilisées liées aux actifs à long terme de la compagnie.

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019, les faibles cours du pétrole brut et du gaz naturel peuvent affecter les réserves prouvées de la compagnie, tel qu'il est mentionné en vertu des règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC). Si les cours observés vers la fin du premier trimestre persistent tout le reste de l'année, certaines quantités de pétrole brut et de gaz naturel pourraient, à la fin de l'exercice 2020, ne pas être considérées comme des « réserves prouvées », selon la définition de ce terme par la SEC. Comme plusieurs facteurs peuvent affecter les estimations des réserves prouvées, notamment l'achèvement de projets de développement, le rendement des gisements, les approbations réglementaires, les politiques gouvernementales, les préférences de consommation et des variations du montant et du moment des investissements en capital, le régime de redevances et les changements importants des prix du pétrole et du gaz à long terme, il n'est pas possible d'estimer raisonnablement l'ampleur des futures révisions potentielles des réserves prouvées de la compagnie rapportées à la fin de l'exercice 2020.

Le gouvernement du Canada a créé la Subvention salariale d'urgence du Canada dans le cadre de son plan d'intervention contre la COVID-19, et la compagnie prévoit de soumettre une demande.

La compagnie a pris des mesures conformes aux lignes directrices et aux restrictions fédérales et provinciales pour limiter les infections par la COVID-19 parmi ses employés, ses sous-traitants et la population en général, et, à titre de fournisseur de services essentiels, a poursuivi ses activités afin d'assurer aux clients un approvisionnement fiable en produits. D'autres mesures ont été instaurées dans l'ensemble de la compagnie, par exemple des tests volontaires de dépistage de la COVID-19 et des horaires de travail modifiés dans des camps en région éloignée. La compagnie dispose de solides plans de continuité des activités qui ont été mis en œuvre pour réduire au minimum les effets de la COVID-19 sur la productivité de ses effectifs.

Résultats d'exploitation

Comparaison des premiers trimestres de 2020 et de 2019

La compagnie a enregistré une perte nette de 188 millions de dollars, soit 0,25 dollar par action sur une base diluée, au premier trimestre de 2020, comparativement à un bénéfice net de 293 millions de dollars, soit 0,38 dollar par action, à la même période en 2019. En raison d'une baisse importante du prix des produits de base à la fin de mars, les résultats du premier trimestre de 2020 comprennent des charges hors trésorerie de 281 millions de dollars associées à la réévaluation des stocks de la compagnie et de 20 millions de dollars associées à une dépréciation de l'écart d'acquisition.

Le secteur Amont a enregistré une perte nette de 608 millions de dollars au premier trimestre de 2020, comparativement à un bénéfice net de 58 millions de dollars à la même période en 2019, représentant des charges hors trésorerie de 229 millions de dollars associées à la réévaluation des stocks de la compagnie et de 20 millions de dollars associées à une dépréciation de l'écart d'acquisition. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une réduction d'environ 630 millions de dollars des prix touchés pour le pétrole brut, en partie contrebalancée par la baisse des redevances d'environ 110 millions de dollars et par des effets de change favorables d'environ 50 millions de dollars.

Le prix moyen du West Texas Intermediate (WTI) s'est établi à 45,78 dollars américains le baril au premier trimestre de 2020, contre 54,90 dollars américains le baril au trimestre correspondant de 2019. Le prix moyen du Western Canada Select (WCS) s'est établi à 25,60 dollars américains le baril et à 42,44 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. Le différentiel WTI et WCS s'est élargi au cours du premier trimestre de 2020 pour s'établir en moyenne à environ 20 dollars américains le baril pour le trimestre, comparativement à environ 12 dollars américains le baril au trimestre correspondant de 2019.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,74 dollar américain au premier trimestre de 2020, soit une baisse de 0,01 dollar américain par rapport au premier trimestre de 2019.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a diminué au cours du trimestre, principalement en raison de la baisse du prix moyen du WCS. Le prix moyen touché pour le bitume s'est établi à 18,08 dollars le baril pour le premier trimestre de 2020, comparativement à 48,85 dollars le baril au premier trimestre de 2019. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué de façon générale de même que le WTI, ajusté selon les variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 58,94 dollars le baril au premier trimestre de 2020, comparativement à 69,34 dollars le baril à la période correspondante de 2019.

La production brute totale de bitume à Kearl s'est établie en moyenne à 226 000 barils par jour au premier trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 160 000 barils), en hausse par rapport à 180 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 127 000 barils) au premier trimestre de 2019. La hausse de la production est principalement attribuée à l'accélération des installations de concassage supplémentaires au cours du premier trimestre de 2020.

La production brute moyenne de bitume à Cold Lake s'est établie à 140 000 barils par jour au premier trimestre, comparativement à 145 000 barils par jour pour la période correspondante de 2019.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est élevée en moyenne à 73 000 barils par jour, contre 78 000 barils par jour au premier trimestre de 2019. La production de Syncrude a été affectée par un entretien non planifié qui a été partiellement terminé au cours du trimestre et sera achevé au cours du deuxième trimestre.

Les revenus nets du secteur Aval se sont élevés à 402 millions de dollars au premier trimestre de 2020, comparativement à 257 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. L'amélioration des résultats résulte d'une hausse des marges d'environ 190 millions de dollars et d'un recul des coûts liés aux incidents de fiabilité d'environ 50 millions de dollars, partiellement contrebalancés par une diminution des volumes de ventes d'environ 50 millions de dollars et par de la charge hors trésorerie de 52 millions de dollars associés à la réévaluation des stocks de la compagnie.

Le débit moyen des raffineries était de 383 000 barils par jour, tout comme au trimestre correspondant de 2019. L'utilisation de la capacité de production a été de 91 % aux premiers trimestres de 2020 et de 2019.

Les ventes de produits pétroliers étaient de 462 000 barils par jour, par rapport à 477 000 barils par jour au premier trimestre de 2019. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la baisse de la demande en mars liée à la pandémie de COVID-19.

Le bénéfice net du secteur Produits chimiques a été de 21 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 34 millions de dollars au trimestre correspondant de 2019.

Les charges du siège social et autres charges ont affiché un solde de 3 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 56 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2019, principalement en raison de la baisse des charges liées à la rémunération à base d'actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 423 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 1 003 millions de dollars pour la période correspondante de 2019, reflétant principalement la baisse des prix touchés dans le secteur Amont et les effets défavorables sur le fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 308 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 463 millions de dollars pour la période correspondante de 2019, reflétant principalement une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement s'élevaient à 445 millions de dollars au cours du premier trimestre, comparativement à 517 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2019. Les dividendes versés au premier trimestre de 2020 totalisaient 164 millions de dollars. Le dividende par action versé au premier trimestre s'est élevé à 0,22 dollar, une hausse par rapport à 0,19 dollar pour la période correspondante de 2019. Au cours du premier trimestre, la compagnie a racheté, dans le cadre de son programme de rachat, environ 9,8 millions d'actions pour 274 millions de dollars, ce qui comprend les actions rachetées à la société Exxon Mobil Corporation. Au premier trimestre de 2019, la compagnie a acheté environ 10 millions d'actions pour 361 millions de dollars.

Le solde de trésorerie s'établissait à 1 388 millions de dollars au 31 mars 2020, comparativement à 1 011 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2019.

Le 31 mars 2020, la compagnie a annoncé par communiqué de presse la suspension de son programme d'achat d'actions à compter du 1^{er} avril 2020. La compagnie a acheté 28 697 514 actions ordinaires sur 38 211 086 actions ordinaires admissibles dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui expirera le 26 juin 2020, y compris des actions achetées à Exxon Mobil Corporation. Les plans de rachat peuvent être modifiés à tout moment sans préavis.

Énoncés prospectifs

Les énoncés contenus dans le présent rapport qui sont liés à des situations ou événements futurs, y compris les prévisions, les objectifs, les attentes, les estimations et les plans d'affaires, sont des énoncés prévisionnels. Les énoncés prospectifs peuvent être caractérisés par des termes comme croire, anticiper, avoir l'intention de, proposer, planifier, objectif, viser, projeter, prévoir, cibler, estimer, s'attendre à, stratégie, perspectives, calendrier, futur, continuer, probable, pouvoir, devoir, sera et d'autres termes semblables faisant référence à des périodes futures. Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué comprennent, sans s'y limiter, des mentions de l'utilisation de produits dérivés et de l'efficacité de l'atténuation des risques; des achats prévus dans le cadre du programme de rachat d'actions; des perspectives de capital ajustées de 1,1 milliard à 1,2 milliard de dollars pour 2020; de l'achèvement de l'entretien non planifié à Syncrude au deuxième trimestre; des réductions du capital et des charges d'exploitation en raison du contexte commercial actuel; de la solidité financière de la compagnie en tant qu'avantage concurrentiel, notamment de sa capacité à satisfaire ses besoins financiers à l'aide de fonds générés à l'interne, et de mesures potentielles visant à renforcer ses liquidités; des répercussions à court terme de la COVID-19 et de l'environnement commercial, y compris des effets négatifs sur la production dans le secteur Amont, sur l'utilisation de la capacité de raffinage dans le secteur Aval et sur les ventes de produits; des conséquences de la prolongation de la conjoncture actuelle dans l'industrie, dont diminution du bénéfice, réduction des flux de trésorerie provenant de l'exploitation ainsi que baisse des taux des actifs d'exploitation et des volumes; des changements au calendrier et à la durée des activités de révision à Kearn et à Syncrude et de la diminution de la production attendue au deuxième trimestre; du calendrier et de la portée des activités de révision planifiée dans l'ensemble de la compagnie; de la baisse attendue des taux d'utilisation de la capacité de raffinage et des ventes de produits pétroliers au deuxième trimestre; du point de vue de la compagnie sur les fondements de l'offre et de la demande à long terme; des conséquences de futures diminutions des prix à long terme, dont la dépréciation des actifs à long terme; des conséquences d'une baisse prolongée des prix du pétrole et du gaz naturel sur les réserves prouvées, selon la définition de la SEC; soumettre une demande dans le cadre du programme de Subvention salariale d'urgence du Canada; des répercussions des mesures prises contre la COVID-19; et de l'effet de l'incertitude dans le marché sur la sensibilité des résultats.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, projections et hypothèses actuelles de la compagnie au moment où les énoncés sont faits. Les éléments suivants pourraient différer sensiblement selon un certain nombre de facteurs: résultats financiers et d'exploitation futurs réels, y compris attentes et hypothèses concernant la croissance de la demande et la source d'énergie, l'offre et la combinaison de produits; prix des produits de base, taux de change et conditions générales du marché; taux de production, croissance et répartition; plans de projet, calendrier, coûts, évaluations techniques et capacités techniques, capacité de la compagnie à exécuter efficacement ces plans et à exploiter ses actifs; progression de la COVID-19 et ses répercussions sur la capacité de l'Impériale à exploiter ses actifs, y compris fermeture possible des installations en raison d'éclosions de COVID-19; capacité de la compagnie à exécuter efficacement ses plans de continuité des activités et à mener ses activités d'intervention en cas de pandémie; capacité de réaliser des économies de coûts et d'ajuster le travail de maintenance; utilisation des capacités de raffinage et des produits connexes; lois applicables et politiques gouvernementales, y compris réduction de la production et restrictions en réponse à la COVID-19; sources de financement et structure du capital, y compris capacité d'émettre une dette à long terme; ainsi que dépenses en capital et liées à l'environnement. Ces facteurs comprennent les variations mondiales, régionales ou locales de l'offre et de la demande de pétrole, de gaz naturel, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques ainsi que les incidences sur les prix, les écarts et les marges, y compris les mesures prises par les gouvernements étrangers en ce qui concerne les niveaux d'approvisionnement et les prix et l'incidence de la COVID-19 sur la demande; les conditions économiques générales; la disponibilité et la répartition du capital; les taux de change; le transport pour accéder aux marchés; les événements politiques ou réglementaires, y compris les changements apportés aux lois ou aux politiques gouvernementales, comme la réduction de la production et les actions en réponse à la COVID-19; la disponibilité et le rendement des fournisseurs de services tiers, y compris à la lumière des restrictions liées à la COVID-19; l'efficacité de la gestion et la préparation aux interventions en cas de sinistre, y compris les plans de continuité des activités en réponse à la COVID-19; les risques environnementaux inhérents aux activités d'exploration et de production pétrolières et gazières; la réglementation environnementale, y compris les changements climatiques et la réglementation sur les gaz à effet de serre; les difficultés techniques ou opérationnelles imprévues; la gestion de projets, les calendriers et l'achèvement en temps opportun des projets, les dangers et les risques opérationnels, les incidents liés à la cybersécurité; ainsi que d'autres facteurs abordés au point 1A, facteurs de risque, et dans le rapport de

gestion au point 7 du rapport annuel le plus récent de la Compagnie pétrolière Impériale Ltée sur formulaire 10-K et les rapports provisoires subséquents sur formulaire 10-Q.

Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, qui sont parfois similaires à ceux d'autres compagnies pétrolières et gazières, parfois exclusifs à l'Impériale. Les résultats réels de l'Impériale peuvent être sensiblement différents des résultats implicites ou explicites selon les énoncés prospectifs, et les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier aveuglément. L'Impériale ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de toute révision des énoncés prospectifs contenus aux présentes, sauf si la loi l'exige.

Le terme « projet » tel qu'il est utilisé dans ce rapport peut renvoyer à toute une gamme d'activités différentes et n'a pas nécessairement le même sens que celui qu'on lui donne dans les rapports sur la transparence des paiements au gouvernement.

Information quantitative et qualitative sur les risques de marché

L'information globale sur les risques liés au marché pour les trois mois clos le 31 mars 2020 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 27 du rapport annuel de la compagnie sur formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. La situation actuelle de surproduction dans le marché ainsi que la diminution de la demande attribuable à la pandémie de COVID-19 ont entraîné une baisse importante des prix des produits de base. La sensibilité des résultats de la compagnie est affectée par la récente diminution des prix et continue de fluctuer en raison de l'incertitude constante dans le marché.